

L'euro est mort...vive l'Europe !

LEMONDE.FR | 05.12.11 | 10h06

Deux ans après la crise grecque, force est de constater que tous les efforts pour préserver la stabilité financière de la zone euro ont échoué. De sommet en sommet, l'objectif des dirigeants européens n'a été que de gagner du temps à tout prix sans s'attaquer aux causes profondes de la crise de l'euro. Derrière le bruit des sommets européens à répétition, des prétendus plans de sauvetage et des remous quotidiens des marchés, c'est une tendance claire vers la désintégration de l'euro qui se dessine.

On nous a promis que la Grèce rembourserait la totalité de sa dette ; elle en remboursera certainement moins de la moitié. On nous a assurés que les banques européennes étaient solides et continueraient de financer l'économie ; elles sont aujourd'hui incapables de se financer sur les marchés et doivent liquider une part importante de leurs actifs. On nous a assurés que la crise ne concernait que les pays périphériques de la zone et que le cœur resterait épargné : l'Italie emprunte aujourd'hui à 7 % et les pays les plus vertueux de la zone se financent à des taux plus élevés que le Royaume-Uni.

La zone euro cumule aujourd'hui tous les handicaps : une croissance zéro, des coûts d'emprunt non soutenables, et surtout l'impossibilité pour les pays les plus endettés de dévaluer leur monnaie et de faire défaut sur leur dette. Or, l'histoire financière nous apprend que l'austérité sans restructuration de la dette ou dévaluation est vouée à l'échec. Pourtant, le conformisme européen fait appliquer simultanément des plans de rigueur partout en Europe et se refuse à toute forme de défaut et de dévaluation monétaire, le défaut grec devant rester un cas exceptionnel. C'est le moyen le plus sûr de plonger tous les pays de la zone euro, y compris les plus solvables, vers la récession... et finalement le défaut.

L'origine de l'impasse politique et économique de la zone euro est claire : une monnaie de réserve internationale telle que l'euro ne peut fonctionner sans fournir un actif sans risque dont la liquidité est garantie par une banque centrale jouant son rôle de prêteur en dernier ressort. Le fait d'offrir aux investisseurs le choix entre des dettes souveraines plus ou moins risquées avec un risque de défaut variant entre les pays au gré des déclarations contradictoires des leaders européens et des bruits de couloir a fini par provoquer une spirale de défiance sur la solvabilité des pays fragiles et par décourager les investisseurs de long terme.

Une conclusion de bon sens s'impose : tant que la zone euro ne financera pas sa dette par l'intermédiaire d'un Trésor européen émettant des euro obligations et financé en dernier ressort par la BCE, le projet de monnaie unique européenne sera voué à l'échec.

Or, ceci semble aujourd'hui hors d'atteinte pour une raison simple : l'opinion publique allemande n'y est pas prête. Rien ne sert d'incriminer les Allemands, ni d'espérer qu'une crise encore plus grave les convainque finalement de franchir le pas. Les Allemands, du fait de leur histoire douloureuse, de l'écart culturel trop important avec les peuples du Sud dont ils ne sentent pas partager le destin, ne prendront pas ce cap, ou bien le prendront quand le bateau européen, et par là-même l'économie mondiale, auront déjà fini de sombrer.

Il faut donc cesser cet acharnement absurde à vouloir contre vents et marées repousser le constat d'échec de l'euro. Toute l'énergie et la volonté de nos responsables politiques doivent maintenant être employées à dessiner pour les peuples européens un chemin porteur d'avenir et d'espoir.

Ceci passe en premier lieu par un plan crédible et exhaustif de sortie de la monnaie unique pour provoquer un choc de confiance et de croissance. Les tenants du dogme de l'euro nous disent que le démantèlement de l'euro est techniquement impossible et représenterait un coût exorbitant pour les citoyens européens. Mais les obstacles techniques sont faits pour être surmontés. Mieux vaut stopper aujourd'hui cette machine infernale et se laisser une chance de renouer avec la croissance en Europe. Les pays pourront alors dévaluer leur monnaie, retrouver leur compétitivité, appliquer des plans intelligents et progressifs de consolidation budgétaire, restructurer leur dette si nécessaire et retourner vers la solvabilité. Nous pourrions relancer en même temps le projet européen en finançant de manière commune des grands projets d'infrastructure, d'éducation, de recherche et développement et de croissance verte. L'exemple récent de l'Islande montre que la dévaluation de la monnaie associée à un défaut partiel sur la dette peut ramener en quelques années un pays surendetté vers la croissance.

Quelles que soient les modalités précises de ce plan, laisser aux partis extrémistes le monopole d'un discours de

vérité sur le futur de la monnaie unique est irresponsable et nous amènera avec certitude à un raz de marée populiste lors des échéances électorales de 2012.

Jean-Jacques Ohana, président de Riskelia, cabinet de conseil en intelligence des risques et Steve Ohana, professeur de finance à l'ESCP Europe

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de **l'actualité**. Découvrez chaque jour toute **l'info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.
